QU'EST-CE QUE CELA VEUT DIRE?

Que veut dire ce ministère Waldeck-Rousseau avec un modéré comme M. Caillaux aux Finances, un progressiste comme M. Georges Leygues à l'Instruction publique, le socialiste Millerand au Commerce, et le général de Galliffet à la Guerre?

A quelle pensée répond-il?

A quelle œuvre est-il destiné?

S'il doit, comme on le prétend, abandonner toute accusation contre Alfred Dreyfus, c'est donc qu'on ne veut pas du débat public devant le Conseil de guerre; c'est qu'on a peur de ces témoins résolus, cette fois, à tout dire, comme le général Mercier?

Mais, alors, c'est l'aveu de la culpabilité de Dreyfus, c'est la démonstration évidente qu'il y a, dans l'Affaire, des dessous formidables qu'il faut cacher quand même et à tout prix?

Si ce n'est pas cela? Qu'est-ce donc que ce ministère « incestueux » comme l'appelle un de nos amis en nous en télégraphiant la composition?

Un ministère de « défense républicaine? »

De défense contre qui? contre quoi? Où sont les dangers qui menacent la République en dehors de ces partis révolutionnaires socialistes dont M. Millerand était, il y a peu d'heures encore, l'un des leaders les plus écoutés?

Et n'est-il pas stupéfiant de voir ce glorificateur de la Commune de 1871, assis à la même table ministérielle que le général de Gallifet que ses amis politiques appelaient, un jour, ici même, un « assassin galonné »!

Et M. Waldeck-Rousseau qui, il y a quelques mois, proclamait au Grand Cercle républicain que « le péril était à gauche », qui nous dira pourquoi il vient aujourd'hui classer les radicaux-socialistes au nombre des partis de gouvernement en faisant entrer M. Millerand et M. Baudin dans son ministère?

Hélas! s'il n'est pas possible de dire exactement ce que veulent faire ces hommes d'origines si diverses, ces ennemis d'hier, unis aujourd'hui dans la possession du pouvoir, il est bien aisé de deviner quelle main les a imposés à M. le président de la République.

Jamais la conjuration judaïco-maçonnique n'a plus nettement affirmé sa grande puissance.

Les républicains libéraux du Parlement vont-ils courber la tête, une fois de plus, devant cette puissance-là?

ALFRED REBOUX.

LE NOUVEAU MINISTÈRE

(Dépêches de notre correspondant particulier de Paris).

Paris, 22 juin. — La conférence de chez M. Delcassé vient de prendre fin. M. Waldeck-Rousseau va se rendre à l'Elysée; voici officieusement la liste ministérielle :

Présidence du Conseil et	**MM.**
Intérieur	**Waldeck-Rousseau**
Affaires étrangères	**Delcassé**
Guerre	**Général de Galliffet**
Marine	**de Lanessan**
Justice	**Monis**
Finances	**Caillaux**
Commerce	**Millerand**
Instruction publique ...	**Georges Leygues**
Colonies	**Decrais**
Agriculture	**Jean Dupuy**
Travaux publics	**Pierre Baudin**

Les nouveaux Ministres à l'Elysée

Paris, 6 heures 30. — On communique la note officieuse suivante :

« M. Waldeck-Rousseau ayant constitué définitivement son Cabinet, s'est rendu à l'Elysée, à 6 heures, et a présenté, au président de la République, les nouveaux ministres »

Paris, 6 heures 30. — Le général de Galliffet n'assistait pas à la première réunion à l'Elysée.

M. Waldeck-Rousseau est resté, quelques instants, seul avec M. Loubet, après le départ de ses collègues. En quittant l'Elysée, à son tour, il a déclaré, aux journalistes présents, que le général de Galliffet, n'avait accepté le portefeuille de la guerre, que sur les instances très vives qui lui avaient été faites de la part de M. Loubet.

M. Mougeot reste au sous-secrétariat des postes et télégraphes. M. Waldeck-Rousseau ne compte pas prendre de sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur; il est probable qu'il ne gardera pas, non plus, les cultes.

En quittant l'Elysée, M. Waldeck-Rousseau s'est rendu au ministère de l'intérieur pour faire contresigner, par M. Dupuy, le décret portant constitution du nouveau cabinet.

Les nouveaux ministres se réuniront demain, à l'Elysée, à 5 heures, sous la présidence de M. Loubet.

La durée de la crise

La crise ministérielle a duré exactement onze jours. Elle a commencé le 12 juin, après le vote de l'ordre du jour Ruau (exigeant, du ministère Dupuy, la défense des institutions républicaines et le maintien de l'ordre dans la rue).

Trois combinaisons ont échoué, celle de M. Poincaré sur l'opposition des radicaux à l'entrée de M. Barthou dans le Cabinet; celle de M. Waldeck-Rousseau sur le refus de coopération de M. Krantz; celle de M. Léon Bourgeois, qui semble n'avoir jamais voulu aboutir.

C'est la question de l'acquittement de Dreyfus qui seule s'est trouvé en jeu.

Statistique

Le nouveau ministère comprend sept députés : MM. Delcassé, de Lanessan, Baudin, Caillaux, Millerand, Leygues, Decrais; trois sénateurs : MM. Waldeck-Rousseau, Monis et Jean Dupuy, et un membre pris hors du Parlement, *le général de Galliffet.*

Il y a dix civils et un militaire.

Trois des nouveaux ministres l'ont déjà été dans d'autres cabinets : MM. Waldeck-Rousseau, Delcassé et Leygues; ces deux derniers ont fait partie du dernier cabinet Dupuy, et aussi du cabinet qui, en 1894, a vu condamner Dreyfus.

Au point de vue des opinions politiques, le ministère se décompose en cinq modérés : MM. Waldeck-Rousseau, Monis, Caillaux, Decrais et Leygues; trois radicaux de nuance pâle : MM. de Lanessan, Delcassé et Jean Dupuy; *un radical-socialiste : M. Pierre Baudin et un socialiste:* M. Millerand.

C'est la première fois que le groupe socialiste est représenté dans le cabinet.

Les opinions de M. de Galliffet sont connues; il fut un fervent ami de Gambetta. Tous les ministres sont dreyfusistes.

Ministère de coup d'Etat

Le bruit court ici qu'il n'y aura pas séance lundi, pas de déclaration ministérielle.

L'*Officiel* de demain, à la suite de la constitution du Cabinet, porterait le décret de clôture de la session parlementaire.

L'accueil à la Chambre

La nouvelle de la constitution du cabinet, dont on connait la composition, a été accueillie par une explosion de fureur.

Les modérés ne tarissent pas en récriminations violentes contre le choix de M. Millerand; les avancés hurlent au seul nom de Galliffet; les dreyfusistes sont consternés; ils s'efforcent d'excuser M. Waldeck-Rousseau en invoquant le danger que court la République; les uns leur répondent que M. Bourgeois, hier encore, leur reprochait de manquer de sang-froid, de grossir les difficultés, de se figurer être en péril, alors que celui-ci n'existe pas; les autres déclarent que M. Waldeck-Rousseau a créé le danger pour la République en faisant appel à M. de Galliffet.

M. Pelletan déclare que c'est un acte de folie pure, de démence aiguë.

M. Girault craint le tranchant du sabre de M. de Galliffet.

M. Charles Bos déclare que les socialistes soutiendront le Cabinet si cela leur plait, mais qu'il ne consentira jamais, pour sa part, à soutenir M. de Galliffet.

Si la Chambre n'est pas prorogée, si la session n'est pas brutalement close, on assistera, lundi, à une scène inouïe.

Tout le monde déclare que le Cabinet ne survivra pas à la première séance.

Les votes des ministres

Dans l'ordre du jour de M. Ruau, du lundi 12 juin, tous les députés, ministres aujourd'hui, sauf naturellement MM. Leygues et Delcassé, alors ministres, ont voté contre le cabinet Dupuy.

LE PROGRAMME DU CABINET

Il se résume en un seul mot : « Acquittement de *Dreyfus.* »

La présence de M. Millerand semble indiquer qu'il est résolu aux mesures violentes, encore que cette indication ait été mitigée par le portefeuille confié au leader socialiste.

D'autre part, étant donné la fameuse lettre de M. de Galliffet aux débats, on pourrait croire que le cabinet renonce aux représailles.

Le bruit court que les conversations, du général de Galliffet contrastaient singulièrement avec cette lettre, et qu'il parlait couramment d'envoyer le général Mercier au bagne, de frapper d'autres généraux, etc. etc.

Qu'y a-t-il de fondé dans ces bruits? Nous ne le savons, nous voulons croire qu'ils sont de pure invention.

On ajoute, il est vrai, que le général de Galliffet a donné, à M. Waldeck-Rousseau, les assurances les plus formelles, et a pris les engagements les plus graves.

Qu'entend-on par-là?

Le premier Conseil

Paris, 22 juin. — Les ministres se réuniront, demain, à cinq heures à l'Elysée, sous la présidence de M. Loubet. M. de Galliffet n'était point, paraît-il, cette après-midi à Paris; il se trouvait aux environs de Rambouillet. Dès hier, en effet, il avait donné son adhésion à M. Waldeck-Rousseau. Cette absence qui ne s'explique pas très bien elle-même, explique que M. de Galliffet n'ait pas été présenté au président de la République en même temps que ses collègues.

Pas de prorogation

Le nouveau Cabinet s'est ému des bruits mis en circulation, et qui le représentaient comme décidé à ne point affronter le verdict des Chambres.

Il fait démentir, ce soir, qu'il ait jamais songé à proroger le Parlement.

La déclaration ministérielle

Il y aura une déclaration ministérielle. D'après les renseignements que nous avons pu obtenir, ce soir, cette déclaration serait très brève; le nouveau Cabinet déclarera que le Cabinet n'a pas d'ambition de durée, mais seulement celui de mettre fin à la crise actuelle.

Il demandera aux Chambres de le juger, non sur sa composition, ce qui démontre qu'il n'est pas tranquille sur l'accueil qui sera fait à M. Millerand et à M. de Galliffet, mais sur ses actes. En terminant, il fera appel à l'union de tous les républicains.

Les actes

Les actes précéderaient la déclaration. Ils consisteraient en mesures contre les militaires qui n'ont pu contenir plus longtemps leur indignation contre les attentats des dreyfusistes et de leurs alliés les révolutionnaires.

Ils seront accomplis, non par le ministre de la guerre, mais par le conseil des ministres, ce qui leur donnera un caractère d'actes gouvernementaux, contrairement aux mesures analogues prises en pareil cas, et qui toujours ressortissent du ministre de la guerre. Le général Hartschmidt et le colonel de Saxcé, notamment, vont être sévèrement frappés.

M. Judé serait prochainement arrêté

Paris, 22 juin. — Le *Gaulois*, de demain, mentionne un bruit, d'après lequel, le nouveau cabinet songerait à faire arrêter prochainement M. Judet, du *Petit Journal*, sous prétexte d'excitation de l'armée à la rebellion.

Le *Gaulois* qualifie ce projet d'invraisemblable.

Un nouveau Préfet de police

Paris, 22 juin. — Le bruit court à nouveau, et le *Courrier du Soir* l'enregistre, qu'un des premiers actes du nouveau cabinet serait d'appeler M. Lépine à la Préfecture de police, en remplacement de M. Charles Blanc, qui recevrait, en compensation, le siège laissé vacant, au Conseil d'Etat, par son successeur.

LES NOUVEAUX MINICTRES

M. WALDECK-ROUSSEAU

Le nouveau président du Conseil, M. Waldeck-Rousseau, est né à Nantes, le 2 décembre 1848.

Avocat, il fut élu député de la première circonscription de Rennes le 6 avril 1879, et prit place, à la Chambre, aux côtés de Gambetta et de Jules Ferry.

Réélu en 1881, il fut appelé, par Gambetta, pour faire partie du grand ministère, comme ministre de l'Intérieur; démissionnaire avec le cabinet, à la fin de janvier 1882. M. Waldeck reprit le portefeuille des Cultes dans le deuxième cabinet Ferry, de février 1883 à avril 1885.

Il fit voter la loi sur les syndicats professionnels, intervint, à plusieurs reprises, dans les débats parlementaires, notamment pour faire repousser l'amnistie en faveur des condamnés de Montceau-les-Mines.

Il tomba du pouvoir avec M. Jules Ferry, après le désastre de Langson.

Réélu en octobre 1885, M. Waldeck-Ronsseau ne parut à la tribune que pour critiquer certains actes des ministères radicaux, qu'il estimait alors compromettants le principe d'autorité.

Il ne se représenta pas, en 1889, et se consacra exclusivement au barreau. Il plaida l'affaire des Guanos, le procès de Panama, l'affaire Lebaudy.

Il revint à la vie politique en 1894, et, le 7 octobre de cette année là, il fut élu sénateur de la Loire.

Il a, on s'en souvient, pris la parole dans la discussion du projet de loi de dessaisissement et avait, auparant, déposé une proposition tendant à ce que la chambre criminelle put juger, au fond, les procès en révision.

M. MONIS

Le nouveau ministre de la Justice, est la doublure de MM. Trarieux et Raynal, et est, comme eux, sénateur de la Gironde. Il a 53 ans et est avocat.

Il fut élu député aux élections de 1885 sur la liste républicaine de la Gironde et fit partie, à la Chambre, de plusieurs commissions.

Battu aux élections de 1889, il fut envoyé, au Sénat, en 1891 en remplacement de M. le comte de Lur Saluces, décédé.

M Monis fait partie, au Sénat, de la gauche démocratique; parmi les discussions auxquelles il a *pris part*, citons celle relative aux appontements de Pauillac. Comme M. Waldeck-Rousseau, il s'est signalé par son ardeur dans la campagne dreyfusienne et est intervenu, à plusieurs reprises, dans les discussions auxquelles cette affaire a donné lieu.

M. JEAN DUPUY

M. Jean Dupuy, sénateur des Hautes-Pyrénées, ministre de l'Agriculture, est né dans la Gironde en 1844; il n'entra dans la vie politique que le 4 janvier 1891, époque à laquelle il fut élu sénateur. Il est membre de plusieurs commissions agricoles.

M. Dupuy est inscrit au groupe de la gauche républicaine, et est connu pour ses opinions révisionnistes.

C'est un ancien huissier. Il est aujourd'hui directeur du *Petit Parisien*, et ministre de l'Agriculture.

M. DECRAIS

Un avocat qui devint préfet, un préfet qui devint diplomate, un diplomate qui devint député et, de député, ministre.

Il représenta la France à Rome, à Vienne et à Londres. *Il a été élu aux dernières élections générales.*

LE GÉNÉRAL DE GALLIFFET

Le général marquis de Galliffet est né à Paris, en 1830, il s'engagea en 1848. En 1870, il conduisit, avec le général de Bauffremont, la fameuse charge de cavalerie de Sedan. En 1871, il prit une part énergique à la répression de la Commune. En 1873, il fut appelé au commandement du 9e corps, puis du 12e corps.

Le général de Galliffet a pris sa retraite depuis quatre ans; il est grand croix de la Légion d'honneur et est *décoré de la médaille militaire.*

Il eut une vie des plus accidentées; on se souvient de son célèbre duel avec le prince Murat; de ses exploits au Mexique, où il reçut la terrible blessure à laquelle il doit de porter un ventre d'argent.

On sait aussi, qu'après avoir été chambellan de l'empereur, M. de Galliffet devint l'un des intimes de Gambetta. Dans l'affaire Dreyfus, il eut, jusqu'ici, une attitude indécise. On n'a pas oublié la lettre qu'il écrivit aux *Débats*, dans laquelle en réclamant l'éponge pour le passé, il semble se dire partisan de l'innocence de Dreyfus.

M. DE LANESSAN

Il est né en 1843; médecin, à Paris, il inaugura sa vie politique en manifestant en faveur des condamnés de la Commune, notamment Rossel.

Après avoir servi, comme médecin, sur un navire de l'Etat, il fut nommé, en 1875, professeur agrégé d'histoire naturelle à la Faculté de médecine de Paris.

Conseiller municipal de Paris en 1879, il fut élu député en 1888. Comme député, il fit son fameux livre sur la politique coloniale.

En 1891, il fut nommé gouverneur général de l'Indo-Chine, mais réussit si mal dans ses fonctions, que le gouvernement fut obligé de le rappeler en 1895.

Candidat à Bordeaux, il fut battu par M. Chiche.

A Lyon, aux élections générales, il fut élu contre le général Voisin, à quelques voix, plutôt suspectes, de majorité.

C'est un anti-clérical et un anglophile qui n'a pas d'autre talent que celui de se pousser, mais celui-là au suprême degré.

M. MILLERAND

M. Millerand est né en 1859, et il est député depuis 1885. Il fut, de longues années, le bras gauche de M. Clémenceau, dont M. Pelletan était le bras droit. Il s'est fait socialiste aux environs de 1891.

Il possède un grand talent d'orateur; fin tacticien parlementaire, il a quelque chose de son maître Clémenceau, pour semer une question et pour la poser nettement.

Socialiste vague, jusque-là, il s'est déclaré collectiviste à St-Mandé.

M. CAILLAUX

M. Caillaux, fils de l'ancien ministre conservateur, que les radicaux poursuivirent de leur haine et qu'il flétrirent dans un ordre du jour resté célèbre à propos de la reconstruction du Pavillon Marsan.

Il est inspecteur des Finances, et a été élu pour la première fois en mai 1898.

Il résume ainsi sa profession de foi : Ni socialisme ni réaction. Un arriviste surtout.

M. PIERRE BAUDIN

M. Pierre Baudin, né à Nantua, en 1863, neveu du fameux Baudin, celui qui mourut pour 25 francs, un bucheur qui se fit remarquer au conseil municipal de Paris dont il devint vice-président. Il remplace à la Chambre M. Faberot.

QUELQUES OPINIONS

Nous avons fait connaitre, dès cette après-midi, l'accueil fait à la Chambre au nouveau cabinet. Nous croyons utile de vous résumer ici les opinions que nous avons pu recueillir dans tous les groupes et qui, mieux que ce que nous pourrions dire, vous montreront l'état d'esprit de la Chambre.

M. Dujardin-Beaumetz (radical). — C'est une infâmie que d'avoir pris le massacreur de la Commune. Coûte que coûte, lundi nous chasserons ce Cabinet.

M. Henri Ricard (radical) : Je n'aurai jamais cru au succès d'une pareille combinaison; je suis persuadé que la moitié *de la Chambre s'abstiendra*, lundi, dans l'ordre du jour de confiance. On lui enlèvera ainsi toute autorité.

M. Becker David (radical). — La présence du général de Galliffet est une provocation. Comment un Millerand a-t-il pu devenir le collègue de Galliffet?

M. Gervais (radical-socialiste). — Je ne peux croire encore qu'on ait pu avoir *l'idée de recourir à M. de Gallifet : c'est* trahir la République.

M. Chapuis (radical). — Cette combinaison est tout simplement monstrueuse.

M. Mirman (socialiste). — On ne me fera jamais croire que le général de Galliffet soit nécessaire à la défense de la République.

M. Trouillot (radical). — Ce cabinet a l'air dirigé contre le groupe radical qui n'est pas représenté dans son sein. Parlementairement, ce ministère a contre lui la droite, le groupe Méline, les nationalistes et les radicaux. Il n'a, pour lui, que les socialistes et les modérés dissidents.

M. Merlou (radical). — J'ai peur, je l'avoue, que ce Cabinet nous conduise tout droit à la révolution dans la rue.

M. Cochery (modéré). — Pour le coup, c'est le ministère de carnaval prédit l'autre jour; il ne pourra vivre qu'en l'absence du Parlement, car, parlementairement, il n'est pas viable.

MM. Renou, Benezech et Masse (socialistes). — Nous ne pouvons comprendre comment Millerand a pu accepter de collaborer avec Galliffet; c'est honteux; la Chambre rejettera ce salmigondis.

M. Berteaux (radical). — Tout cela c'est de la faute de M. Bourgeois qui s'est dérobé, et nous a mis en fâcheuse posture.

M. Pierre Richard (nationaliste). — *Quelle ironie! Aller* chercher Galliffet, pour sauver la République! Quel soufflet pour le régime!

M. Lasies (nationaliste). — Je suis ravi que M. de Galliffet figure dans ce Cabinet. C'est par M. de Galliffet qu'il périra et si M. Waldeck-Rousseau croit nous faire peur avec ses grands *airs, il se trompe.*

M. Rose (centre gauche). — Pour ma part, je reste confondu : si la Chambre avait quelque respect d'elle-même et du pays, le Cabinet ne vivrait pas plus tard que lundi.

M. Georges Thiébaut. — Mais cela est naturel, dit-il, c'est l'histoire qui recommence. Les républicains parlementaires ne veulent laisser à aucun de leurs partis le droit de répudier plus tard la responsabilité de la besogne qu'ils veulent accomplir.

Ils vont donc charger le général de Galliffet d'être l'exécuteur de leur œuvre scélérate, mais qu'ils prennent garde! A la veille de vendémiaire, Bonaparte qui était au théâtre Feydeau, se demandait anxieusement pour quel parti il devait opérer et il ne s'en fallut de peu qu'il ne marchât pour les sections.

La répression que fera Galliffet pour le compte des dreyfusards, il pourra aussi bien la faire contre eux pour le compte du parti adverse.

La situation

En somme la présence de M. Millerand dans le cabinet bien que les socialistes déclarent qu'il n'a engagé que sa personne, soulève la colère des républicains modérés.

La présence de M. de Galliffet éveille les inquiétudes des radicaux-socialistes et des socialistes. Les radicaux, qui sont écartés de l'assiette au beurre sont furieux. Les nationalistes sont décidés à combattre à fond le Cabinet.

La droite regarde avec dédain, mais votera délibérément contre M. Waldeck-Rousseau.

Il ne reste donc, derrière, que les socialistes et les modérés ou radicaux dissidents.

D'ici lundi, les Dreyfusistes vont faire une campagne acharnée en faveur du Cabinet; ils vont laisser entrevoir la possibilité de la démission de M. Loubet. Ils vont jouer du péril césarien et du péril militaire.

Il est probable qu'une interpellation partira du groupe Méline; à cette interpellation sera probablement jointe celle de M. Massabuau, dont nous avons déjà parlé.

Quant à la combinaison ministérielle en elle-même, vous avez vu, par les opinions que nous vous avons transmises, qu'elle est jugée avec la dernière sévérité.

On ne digère pas l'association Waldeck-Rousseau-Millerand, ni l'introduction dans cette association déjà si étrange de M. de Galliffet.

DANS L'INCONNU

(D'un correspondant spécial)

Paris, 22 juin. — La crise est terminée, mais c'est avec une stupeur, mêlée d'angoisses, que très certainement le pays apprendra la composition du nouveau Cabinet.

En voyant cet assemblage déconcertant, qui est le ministère Waldeck, les gens sensés se demanderont si, au lieu d'être close, la crise ne s'ouvre pas plutôt avec une exceptionnelle gravité par suite de la formation du nouveau Cabinet, et si, de ministérielle qu'elle était ce matin encore, elle n'est pas devenue présidentielle.

Hélas! *les oies du* Capitole ont tellement clamé autour de l'Elysée qu'elles ont fini par faire croire, au vieillard timoré qui y abrite son insuffisance, que la République était menacée, et, alors que nous avions besoin d'un ministère d'apaisement, il nous donne un ministère de combat et contre qui? contre un ennemi imaginaire.

Que pensera le pays d'un ministère où se coudoient des hommes d'origines si différentes, ou d'opinions si dissemblables, tels que Waldeck-Rousseau et Millerand, Baudin et Galliffet.

Devant une réunion aussi disparate, une coalition aussi honteuse, le pays se demandera, avec inquiétude qu'elle est la salle besogne qui se prépare; de programme commun, il ne peut être question entre Waldeck et Millerand; alors quoi? Quelle est la pensée commune qui unit momentanément ces deux mortels ennemis; on a déjà baptisé le nouveau cabinet de ministère de l'acquittement.

On dit que, soumis aux volontés du syndicat, il a pour unique mission d'imposer, aux juges de Rennes, l'acquittement de Dreyfus, et, qu'exécuteur de ses basses œuvres, il va soumettre l'armée au régime de la Terreur. Les premières charrettes sont prêtes, les victimes désignées : Ce sont les généraux Mercier, Gonse, de Boisdeffre; d'autres encore, Zurlinden, Hartschmidt, de Saxce, Rigollet.

M. de Galliffet, déjà célèbre par les répressions sauvages de la Commune, va se faire la main sur l'armée, cette fois.

Il faut des têtes au syndicat; on a fait appel au sabreur; en vérité, la formation d'un pareil ministère est une de ces gageures invraisemblables qui, selon le mot de la *République Française*, semblent inventées pour faire sauter un pays en l'air.

La Chambre, il n'en faut pas douter, jettera bas le Cabinet Waldeck, dès qu'il se présentera devant elle; mais elle ne se réunit que lundi, et, d'ici là, que de fautes irrépables il aura pu commettre, que de hontes il aura accumulées, que de colères il aura soulevées!

Fin de la crise, disent, ce soir, les manchettes des journaux; non la crise n'est pas finie; elle commence, et c'est un terrible inconnu que celui dans lequel l'incapacité et la faiblesse de M. Loubet viennent de lancer le pays.

SARRAZANAS

LE NOUVEAU CABINET ET LES JOURNAUX

Paris, 22 juin. — Voici comment le *Soir* apprécie la composition du ministère :

« Demain matin, les lecteurs de l'*Officiel* seront excusables de supposer que leur estimable journal fut imprimé, cette nuit, à Charenton. Que penser, en effet, de cette salade ministérielle, où se rencontrent, à côté d'un ministre qui, dès 1871, donna des gages aux socialistes en fusillant 30.000 communards le représentant des collectivistes révolutionnaires et des grèves, l'homme de Fashoda aggravé du Tout-Dreyfus des premieres et, brochant sur l'ensemble, un président du Conseil qui, depuis quinze ans, consacre tous ses discours à nous prêcher la guerre contre les menées des radicaux et des socialistes avec lesquels il entend gouverner aujourd'hui.»

Sous ce titre : *Le triumvirat Waldeck-Rousseau, Galliffet, Reinach*, M. Ed. Drumont écrit dans la *Libre Parole*, de demain :

» Waldeck, l'avocat de Dreyfus, président du conseil, avec Galliffet comme ministre de la guerre, et Millerand comme ministre du commerce; le héros sanglant des journées de Mai, acclamé par les socialistes; c'est là assurément un spectacle qui vaut la peine d'être regardé,

» C'est Galliffet qui a mis en train l'affaire de la revision; Reinach a pu dire que ce n'était pas lui, qui avait fait entrer Picquart à l'état-major. Celui qui a surmonté toutes les résistances pour mettre Picquart où il pourrait accomplir la besogne que l'on sait, c'est *l'alter ego*, l'obligé et l'homme-lige de Reinach, c'est Galliffet. »

Dans l'*Echo de Paris* de demain, M. Quesnay de Beaurepaire apprécie ainsi la situation :

» M. Loubet a lutté pendant dix jours pour imposer quand même, à la France, le dreyfusisme violent.

» Il a voulu que les juifs et les francs maçons régnassent désormais sans contrepoids; voici, quoi qu'il arrive, que la dette de l'élection présidentielle aura été acquittée.

» Attendons-nous donc à tout, mais cependant espérons. On a beau peser sur le conseil de guerre; la vérité sortira pleine et entière; je connais deux témoins qui apporteront, au conseil de guerre, l'affirmation la plus solennelle de la culpabilité de Dreyfus.

» On ne pourra plus douter de la trahison après les avoir entendus... et la qualité de ces témoins rendra la discussion impossible. »

Dans le *Radical* de demain, on lit :

« Des exemples sont nécessaires; nous comptons qu'on n'hésitera pas, quand les Chambres se réuniront lundi, pour recevoir la déclaration du nouveau ministère. Il faut qu'elle se trouve en présence d'actes accomplis qui seront le meilleur commentaire des paroles qu'il convient de faire entendre. »

Rochefort dit dans l'*Intransigeant* de demain :

« Jaurès et toute la fripouille dreyfusarde groupés sur les bancs de l'extrême gauche nous laisseront désormais tranquille avec leur programme de St-Mandé, leur programme qui tient tout entier dans ce tableau macabre : « Millerand, le soi-disant socialiste, dans les bras de Galliffet, l'égorgeur des plus fermes adeptes du socialisme.

» Quand on songe que ce hideux rapprochement est dû, pour ceux qui l'ont opéré, à la nécessité de sauver un ignoble juif, on se demande dans quel pays nous sommes, et sous quelle zône nous vivons. Et c'est Waldeck, l'avocat de Dreyfus, qui préside ce sabbat. »

De M. Viviani dans la *Lanterne* de demain :

« Il faut agir; les républicains, les socialistes, ne peuvent faire crédit à ce Cabinet qu'à une seule condition, c'est que, formé pour l'action, il agisse.

» De toutes parts, des nouvelles parviennent, démontrant l'imminence du péril. Le gouvernement ne peut pas attendre deux journées, sans prendre les mesures nécessaires et sans frapper les factieux. Nous attendons. »

De M. Camille Pelletan dans l'*Eclair* :

« Les péripéties de cette crise ont été surprenantes; son dénouement est plus stupéfiant encore. Nous nous résignions, sans peine, à accepter un cabinet Waldeck-Rousseau; on nous apporte un cabinet Galliffet. Les fautes succèdent aux fautes; les défis et les absurdités succèdent aux absurdités et aux défis. La démocratie assiste à ce spectacle navrant avec une douloureuse stupeur. Qu'on y prenne garde; elle finira peut-être par l'indignation ».

De M. Jaurès dans la *Petite République* :

» Je sais bien que le nouveau cabinet contient un nom abhorré du prolétariat, mais ce n'est pas la faute du socialisme; si, depuis dix-huit mois, les républicains bourgeois n'ont pas su trouver un homme pour rabattre la France militaire.

» La République est en péril; si un ministère a le courage, pour la sauver, de frapper les factieux galonnés, peu nous importe les instruments dont il se sert; ce sont des actes qu'il nous faut; la qualité des agents nous est indifférente. »

De M. de Cassagnac dans l'*Autorité.*

« Ce n'est même pas une concentration. C'est ce que le peuple, en son langage brutal, appelle une ratatouille. Il y a de tout là-dedans, et ce sont des noms qui hurlent d'être accolés.

» Mais, ainsi qu'on dit dans le langage théâtral, le clou de la liste ministérielle, c'est la présence de M. le général de Galliffet sur le même banc que M. Millerand : le fusilleur de la Commune donnant la main aux défenseurs des fusillés, se solidarisant avec lui, et tous deux s'adossant au mur des ôtages et au mur des fédérés, c'est un spectacle de réconciliation touchant et cynique. »

Voici l'opinion du *Gaulois* :

» Le ministère est constitué. C'est une mosaïque, une *olla podrida*, un habit d'arlequin.

» Au fond, les ministres nouveaux, qui ne pourraient s'accorder, ni sur la politique intérieure, ni sur les Finances, ni sur la politique extérieure, s'entendent sur un point spécial unique : l'affaire Dreyfus.

» Je ne sais ce que M. de Galliffet va faire dans la galère ou d'autres que lui tiennent le gouvernail; je crois cependant qu'il ne se fera pas, sans révolte, l'agent d'exécution des mesures réclamées par M. Clémenceau. Il fronde volontiers et ne se gêne point pour critiquer les camarades; se décidera-t-il à les frapper? »

FEUILLETON DU 24 JUIN 1899. — N° 2

LA MARCHANDE de FLEURS

Par Xavier De Montépin

PREMIÈRE PARTIE

La Comtesse Marcelle

I

D'une main redevenue ferme, Marcelle déchira l'enveloppe, déplia la feuille et lut :

Nantes, 9 avril 1894.

« A bas le masque, madame!

» Tout mensonge serait superflu! Toute dénégation » inutile!...

» Pendant dix-huit ans j'ai été votre dupe... Pendant » dix-huit *ans j'ai cru aveuglément à votre loyauté*, à » votre honneur, à votre amour!

» Comme vous avez dû rire de moi!

» Aujourd'hui vous ne riez plus!

» Une lettre perdue par vous, trouvée par moi, et » signée par Marie Kernac, la sage-femme du bourg de » Saint-Luce, m'a mis sur la voie.

» Cette femme réclamait le payement d'une rente con» sentie par vous pour lui payer sa complicité dans un » crime commis il y a dix-neuf ans.

» J'ai voulu douter d'abord.

» *La lettre abominable*, dont chaque mot m'entrait » dans le cœur comme un fer rouge, me semblait une » œuvre de folie ou de chantage.

» Infanticide à vingt-ans! La jeune fille dont j'avais » fait ma femme et dont je croyais la vertu aussi in» discutable que la beauté, cela me paraissait impos» sible!...

» Vingt fois, j'ai été au moment de venir à vous et de » vous dire en vous tendant la lettre : — *Lisez et ex» pliquez-moi ce que je ne comprends pas!*

» A la dernière minute le courage me manquait! — » Aveugle que j'étais encore, j'avais peur de vous » offenser!!!

» Enfin, n'y tenant plus, je partis en vous indiquant » Bordeaux comme but de mon voyage.

» Je *mentais.* — J'allais à *Nantes*... J'allais à Saint» Luce... j'allais interroger Marie Kernac.

» C'est fait...

» J'ai dans mon portefeuille, la preuve écrite du » crime et je sais le nom du père de l'enfant que vous » avez tué, voulant garder, au prix d'une action in» fâme, la menteuse auréole des vierges!

» Cet homme, ce misérable, il se disait, il se dit » encore mon ami, il me serre la main.

» Trompé avant le mariage, lâchement trahi — je » serai sans pitié pour ceux qui m'ont abreuvé de honte » et qui me réduisent aujourd'hui au désespoir.

» Vous avez eu l'odieux courage de commettre le » crime, j'aurai le courage vengeur de le rendre public.

» Je veux du bruit, je veux du scandale.

» Quelques personnes de notre monde ont cru voir en » moi, peut-être, un mari complaisant. — Elles auront » la preuve qu'elles se trompaient et que j'étais seulement » aveugle.

» Je ne puis vous livrer à la cour d'assises, la prescrip» tion vous étant acquise. Mais je vais vous intenter » une action en divorce basée sur votre indignité, et les » honteux mystères du passé seront mis au grand jour, » couvrant de boue vous et lui, ce magistrat indigne » qui, depuis si longtemps, vole l'estime publique.

» Ensuite, je soufflèterai ce Judas, je lui ferai l'hon» neur de me battre avec lui et, je le tuerai.

» Il n'existe pour vous qu'un seul moyen de vous » soustraire à ma vengeance et de ne point me forcer à » devenir moi-même le bourreau de mon honneur.

» La mort volontaire efface tout.

» *Tuez-vous, et le silence se fera sur votre* tombe, et » votre fille ignorera quelle infâme créature était sa » mère.

» Je partirai de Nantes demain pour revenir à Paris; » — je serai rue de Verneuil à neuf heures du soir.

» S'il reste au fond de votre âme un peu de dignité, » je trouverai la maison en deuil.

GEORGES DE LAGARDIE. »

Marcelle tremblait de tout son corps.

Son visage était devenu livide.

Ses yeux, rivés sur les lignes qu'elle venaient de lire, exprimaient l'effarement, et la plus profonde terreur se lisait sur ses traits décomposés.

En moins d'une minute elle semblait avoir vieilli de dix années.

— Marie Kernac a parlé... — balbutia-t-elle d'une voix rauque, à peine distincte. — Elle a livré mes lettres... Il sait tout... il a les preuves... Nous sommes perdus...

II

Pendant quelques secondes Mme de Lagardie resta comme écrasée.

De grandes rides barraient son front.

Ses lèvres, agitées d'un tressaillement convulsif, répétaient sans quelle en eût conscience.

— Perdus... perdus... perdus... Cette lettre que j'ai tant cherchée était entre ses mains!.. Ah! oui, nous sommes perdus, bien perdus...

Soudain son attitude changea.

Elle releva la tête.

Une lueur sinistre s'alluma dans ses yeux voilés.

Toute trace d'épouvante disparut de son visage qui n'exprima plus qu'une résolution farouche.

Lentement, posément, elle replia la lettre du comte, la replaça dans l'enveloppe déchirée, et appuya sur le bouton de la sonnerie électrique qui se trouvait à portée de sa main.

Au bout d'un instant très court la femme de chambre entra, se rendant à son appel.

— Préparez tout ce qu'il me faut pour m'habiller — lui dit Marcelle de son ton habituel et d'une voix qui ne trahissait aucun trouble intérieur.

— *Quelle toilette fera madame la comtesse?*

— Une toilette sombre. Je vais sortir.

— Dois-je donner au cocher l'ordre d'atteler?

— Non. — Je sortirai à pied.

Antoinette s'empressa de préparer ce que lui demandait sa maîtresse, et celle-ci, quittant son lit, passa dans le cabinet de toilette, servant en même temps de salle de bain et attenant à la chambre à coucher.

Elle emportait la lettre de son mari qu'elle relut à tête reposée, et qui cette fois la laissa parfaitement calme, — du moins en apparence.

Une demi heure plus tard elle était prête à sortir en un costume noir très élégant mais très simple, complété par un petit chapeau noir dont la voilette en dentelle épaisse cachait les trois quarts de son visage, comme *un loup* de bal masqué.

— Madame rentrera-t-elle déjeuner? — demanda la femme de chambre en lui présentant ses gants.

La comtesse répondit affirmativement et, après avoir glissé dans son corsage la lettre datée de Nantes, elle quitta l'hôtel, gagna la rue des Saints-Pères, descendit jusqu'au quai et se dirigea vers la plus prochaine station de voitures.

Les fiacres s'y trouvaient en assez grand nombre.

Elle monta dans une voiture de la Compagnie l'Urbaine, et dit au cocher;

— Rue du Pot-de-Fer-Saint-Marcel, n° 19. — Marchez bon train... Vous serez content du pourboire.

— As pas peur ma p'tite dame — répliqua le cocher en montant sur son siège — le canasson a du sang... On ira comme le vent!

Il fit claquer son fouet et le fiacre roula rapidement.

Marcelle releva les glaces, quoiqu'à cette heure matinale sous sa voilette épaisse, elle ne courût aucun risque d'être reconnue, se rejeta en arrière, se blottit dans un angle, les yeux à demi fermés, réfléchissant.

Le cocher était un vieux routier qui connaissait à fond son Paris, et l'itinéraire qu'il suivit était le plus court.

Après avoir longé les quais Saint-Michel et de la Tournelle, il s'engagea dans la rue du Cardinal Lemoine qu'il suivit jusqu'à la rue Descartes.

De la rue Descartes, il gagna la rue *Lhomond*, qui coupe en deux tronçons la rue du Pot-de-Fer-Saint-Marcel.

Bon nombre de Parisiens ne connaissent pas ou ne connaissent guère ce quartier silencieux, relativement désert, que la pioche des démolisseurs, n'a point encore fait disparaitre tout entier, qui conserve l'aspect sombre et sévère du vieux Paris, et où s'élèvent de vastes bâtiments d'une autre époque, occupés pour la plupart, par des communautés religieuses.

La rue du *Pot-de-Fer-Saint-Michel se trouve située* dans le cinquième arrondissement.

A son point de départ elle longe le couvent des missionnaires du Saint-Esprit.

A l'un des angles formés par sa rencontre avec la rue Lhomond, s'élève une muraille assez haute au-dessus de laquelle on aperçoit la cime de grands arbres et le toit couvert en ardoises d'un jardin.

Cette muraille est trouée par une porte cochère dans laquelle s'encadre une porte bâtarde.

Un très petit pavillon sert de logement au concierge.

C'est devant cette porte, au-dessous de laquelle se lit le numéro 19, que s'arrêta le fiacre qui venait d'amener Mme de Lagardie.

Elle descendit lestement, paya généreusement le cocher et, s'approchant de la porte, souleva et laissa retomber *le marteau*, vestige d'un autre âge que n'avaient remplacé ni la sonnette, ni le timbre électrique.

Le fer heurta bruyamment le fer.

Presque aussitôt la porte bâtarde s'ouvrit, laissant voir une femme âgée qui s'inclina et s'effaça devant la visiteuse, comme devant une personne bien connue et visiteuse assidue de la maison.

Marcelle entra et la concierge referma la porte derrière elle.

— M. de Kerven est-il encore chez lui? demanda la comtesse.

— Oui, madame.

— Seul?

— Seul, oui, madame. Son neveu, M. Roger de Kerven, vient de sortir pour se rendre au Palais. — M. le juge d'instruction doit être encore dans son cabinet de travail où il se trouvait tout à l'heure quand je lui ai monté son courrier. — Dois-je appeler le valet de chambre pour qu'il annonce madame?

— C'est inutile, — répondit Marcelle.

(A suivre) XAVIER DE MONTÉPIN.